

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**SIXIÈME COMMISSION, 900^e
SÉANCE**

Judi 29 septembre 1966,
à 10 h 50

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Déclaration du Président</i>	3
<i>Election du Vice-Président</i>	3
<i>Election du Rapporteur</i>	3
<i>Organisation des travaux de la Commission</i>	3

*Président: M. Vratislav PĚCHOTA
(Tchécoslovaquie).*

Déclaration du Président

1. Le PRÉSIDENT tient à dire combien il est sensible au grand honneur que lui ont fait les membres de la Commission en l'élisant à la présidence et à remercier tout particulièrement le représentant de la République arabe unie, qui a présenté sa candidature, et les représentants de la France et de la Pologne, qui ont appuyé celle-ci. Il voit dans cette élection un hommage rendu à son pays dont la délégation s'est toujours efforcée de coopérer avec les autres au renforcement de la paix.

2. L'ordre du jour de la Commission, pour bref qu'il puisse paraître, n'en contient pas moins des points très importants. Il faut espérer que la vingt et unième session marquera un progrès dans l'élaboration de nouveaux instruments destinés à assurer le maintien de la paix et que la Commission pourra traiter de façon constructive les problèmes dont elle est saisie. Pour sa part, le Président, s'inspirant à cet égard de l'exemple remarquable de ses prédécesseurs, est prêt à faire tout son possible pour faciliter la tâche de la Commission.

Election du Vice-Président

3. M. ALCIVAR (Equateur) propose la candidature de M. Armando Molina (Venezuela).

4. M. NACHABE (Syrie), M. YASSEEN (Irak), M. AMADO (Brésil) et M. ENGO (Cameroun) appuient cette proposition.

M. Molina (Venezuela) est élu vice-président par acclamation.

Election du Rapporteur

5. M. SINCLAIR (Royaume-Uni) propose la candidature de M. Gaetano Arangio-Ruiz (Italie).

6. M. FARTASH (Iran) et M. FLITAN (Roumanie) appuient cette proposition.

M. Arangio-Ruiz (Italie) est élu rapporteur par acclamation.

Organisation des travaux de la Commission
(A/C.6/372, A/C.6/L.586)

7. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres de la Commission sur la lettre datée du 24 septembre 1966, que le Président de l'Assemblée générale a adressée au Président de la Sixième Commission (A/C.6/372) et dans laquelle les cinq questions que l'Assemblée générale a décidé de renvoyer à la Commission sont énumérées dans l'ordre où elles ont été adoptées pour l'inscription à l'ordre du jour, ainsi que sur la note du Secrétariat (A/C.6/L.586) contenant des propositions relatives à l'organisation des travaux de la Commission.

8. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique), représentant la note du Secrétariat sur l'organisation des travaux de la Sixième Commission (A/C.6/L.586), dit que, sans vouloir imposer aucune décision à la Commission, le Secrétariat a rédigé des propositions qui pourront servir de base de discussion. Ainsi qu'il est indiqué dans ladite note, il serait souhaitable que la Commission termine ses travaux vers le 9 décembre. A raison de six séances par semaine en moyenne, la Commission pourrait tenir au total 61 séances au lieu des 63 qui avaient été prévues pour le cas où la Commission aurait commencé ses travaux sur les questions de fond le 28 septembre. La Commission devrait au plus tôt répartir le nombre de ses séances entre les divers points de son ordre du jour et surtout fixer des dates approximatives pour la clôture des débats sur chaque question. En effet, même si la Commission tient hebdomadairement moins de six séances, il sera automatiquement déduit, à l'expiration de chaque semaine, six séances du nombre de celles qui ont été prévues pour elle et il deviendra de plus en plus difficile de tenir des séances supplémentaires à mesure que la session avancera. Il serait regrettable que, faute de temps, la Commission doive renoncer à examiner tous les points de son ordre du jour qui, chacun, offre des possibilités d'action constructive. Pour faciliter l'examen de certaines questions, la Commission pourrait décider de constituer des sous-commissions qui étudieraient ces questions après un premier débat en séance plénière. Ces sous-commissions, qui seraient composées de membres des délégations spécialement intéressées, représentant équitablement les divers courants d'opinions, seraient chargées d'élaborer des textes qui seraient ensuite présentés en séance plénière. Cette méthode permettrait un gain de temps considérable.

9. M. WERSHOF (Canada) dit que le nombre de séances prévu par le Secrétariat pour les différentes questions à l'ordre du jour de la Commission lui paraît raisonnable. Il serait peut-être indiqué, pour rassurer les délégations qui, comme la sienne, attachent une importance capitale à la question 4 — le

point 87 de l'ordre du jour (Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats —, de décider, conformément au précédent établi à la dernière session, que cette question sera abordée à la date prévue, que l'examen de la question précédente ait été ou non terminé.

10. Le représentant du Canada craint qu'il n'y ait une certaine incompatibilité entre les suggestions concernant le calendrier des travaux, formulées au paragraphe 6 du document A/C.6/L.586, et celles relatives à la création éventuelle de sous-commissions, que l'on trouve aux paragraphes 8 et 9 du même document. En effet, on ne peut à la fois respecter les dates suggérées pour l'ouverture et la clôture des travaux sur une question donnée et prévoir la suspension du débat en commission plénière en attendant qu'une sous-commission désignée à cet effet ait élaboré des propositions à son sujet. La délégation canadienne aimerait que le Secrétariat lui indique comment les deux choses peuvent être conciliées. Cela dit, la procédure proposée au paragraphe 9 semble acceptable. La Commission ne devrait cependant pas se hâter de désigner des sous-commissions, car il est indispensable que des échanges de vues aient lieu au préalable afin d'éclairer les membres des futures sous-commissions.

11. M. KHLESTOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation estime, elle aussi, que la question 4 est extrêmement importante et qu'il convient d'en accélérer à la présente session l'examen, qui est entamé depuis de nombreuses années. Il faudrait donc, à son avis, la placer au premier ou au deuxième rang dans l'ordre des travaux.

12. En ce qui concerne la question 1 — les rapports de la Commission du droit international (point 84 de l'ordre du jour) —, que le Secrétariat propose d'examiner en premier lieu, la délégation soviétique regrette de constater que la version russe de ces documents n'a pas encore été distribuée, si bien qu'il lui serait difficile d'accepter de commencer par cette question.

13. M. Khlestov pense, à première vue, qu'il pourrait être utile de créer des sous-commissions ou groupes de travail. Il serait toutefois préférable, pour ne pas compliquer les débats, d'attendre davantage avant de prendre une décision à ce sujet. La désignation d'une sous-commission pourrait être particulièrement justifiée pour l'examen de la question 5 — le point 88 de l'ordre du jour (Développement progressif du droit commercial international) —, mais la Commission devrait attendre pour ce faire d'atteindre le stade correspondant de ses travaux.

14. M. SINCLAIR (Royaume-Uni) partage l'opinion des délégations canadienne et soviétique sur l'importance de la question 4 et sur la nécessité de lui consacrer tout le temps prévu pour son examen. La difficulté signalée par le représentant de l'URSS au sujet de la traduction en russe des rapports de la Commission du droit international ne devrait pas empêcher la Commission d'examiner cette question en premier lieu, car il ne sera sans doute pas possible de discuter longuement du contenu même de ces rapports, étant donné notamment le temps limité

dont on dispose. La question la plus urgente à régler à propos de ce point est celle de savoir si une conférence doit ou non être organisée pour la conclusion d'une convention sur le droit des traités. Selon la délégation du Royaume-Uni, c'est sous cet angle qu'il faut aborder l'examen desdits rapports.

15. En ce qui concerne la création de sous-commissions, M. Sinclair appuie la suggestion du représentant de l'URSS tendant à différer toute décision en la matière. Il pense que la création d'une sous-commission serait particulièrement utile pour l'examen de la question 2 — le point 85 de l'ordre du jour (Projet de déclaration sur le droit d'asile) —, mais il n'exclut pas la possibilité d'en prévoir d'autres. Il fait observer, toutefois, qu'il pourrait y avoir des difficultés à assurer simultanément l'activité de plusieurs groupes de travail.

16. M. STANKEVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) fait sienne l'observation de M. Khlestov sur les difficultés qu'entraîne l'absence d'une version russe des rapports de la Commission du droit international. Si tous les points figurant à l'ordre du jour de la Sixième Commission ont une grande importance et doivent être attentivement examinés, le plus important est celui qui fait l'objet de la question 4 et c'est par l'étude de cette question que la Commission devrait commencer ses travaux, à moins qu'elle ne décide de se conformer à la tradition et d'examiner en premier lieu les rapports de la Commission du droit international, auquel cas la question 4 viendrait au deuxième rang.

17. Le PRESIDENT pense qu'il faut que les délégations disposent en temps voulu des documents de la Sixième Commission dans toutes les langues de travail. Il annonce que le Secrétariat vient de lui donner l'assurance que le texte russe des rapports de la Commission du droit international sera distribué le lundi 3 octobre.

18. M. DELEAU (France) dit que sa délégation accueille avec sympathie les observations faites au sujet du retard apporté à la distribution de la version russe des rapports de la Commission du droit international et rappelle qu'elle a toujours insisté sur le fait qu'il était essentiel que tous les documents soient publiés en temps utile dans toutes les langues de travail. Cela dit, elle se félicite d'apprendre la distribution prochaine du texte attendu, car elle espère que la Sixième Commission examinera en premier lieu les rapports de la Commission du droit international. En ce qui concerne la question 4, elle estime justifié le point de vue des délégations qui tiennent à ce que son examen ait lieu dans les meilleures conditions et elle appuie, à ce propos, la suggestion de la délégation canadienne tendant à ce que l'on respecte les dates fixées. La France, comme d'autres pays sans doute, a pris des dispositions pour être représentée de façon appropriée compte tenu du programme proposé et elle souhaite, en conséquence, que l'ordre prévu soit maintenu.

19. M. POTOČNY (Tchécoslovaquie) dit que, eu égard à l'importance intrinsèque respective des questions dont la Sixième Commission est saisie, sa délégation juge souhaitable l'ordre suivant des travaux: 1) examen des principes du droit international touchant

les relations amicales et la coopération entre les Etats, 2) rapports de la Commission du droit international, 3) développement progressif du droit commercial international, 4) assistance technique pour favoriser l'enseignement du droit international, et 5) projet de déclaration sur le droit d'asile. Elle est néanmoins disposée à tenir compte de la pratique établie et à accepter que l'on examine en premier lieu les rapports de la Commission du droit international. En ce qui concerne la création éventuelle de sous-commissions, seule la question concernant le droit d'asile lui paraît justifier une telle mesure. Elle estime en effet que tant la question de l'assistance technique que celle du développement progressif du droit commercial international doivent être examinées par la Commission tout entière.

20. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) explique, à l'intention du représentant du Canada, que le Secrétariat, ne pouvant présumer que la Commission déciderait de créer des sous-commissions pour l'examen de certaines questions, ne pouvait faire autrement que de fixer des dates approximatives pour l'étude des différents points de l'ordre du jour. Ces dates sont évidemment sujettes à des aménagements. C'est ainsi, par exemple, que, dans le cas de la question 5 (Développement progressif du droit commercial international) cinq des sept séances prévues pourraient être consacrées à la discussion préalable à la désignation d'une sous-commission, ce qui laisserait deux séances à la Sixième Commission pour examiner les conclusions de la sous-commission, et elle pourrait le faire dès qu'il y aurait un hiatus dans ses autres travaux. M. Stavropoulos ajoute que la Commission devrait fixer des dates fermes non seulement pour l'ouverture des débats sur les diverses questions, mais aussi pour leur clôture, afin qu'elle puisse achever ses travaux dans les délais. En ce qui concerne le texte russe des rapports de la Commission du droit international, il confirme que les délégations en disposeront le lundi suivant au plus tard.

21. M. BANCROFT (Etats-Unis d'Amérique) souhaiterait que la Commission aborde assez tôt l'examen des questions demandant la constitution de sous-commissions. La délégation des Etats-Unis préférerait que l'examen de la question 2, tout au moins, soit entamé avant celui de la question 4. D'une façon générale, elle estime que la pratique antérieure peut être maintenue à la présente session et, tout en partageant les sentiments provoqués par le retard intervenu dans la distribution du texte russe des rapports de la Commission du droit international, elle croit que l'on pourrait commencer par l'examen de ces rapports car, à propos du projet d'articles sur le droit des traités, il s'agira essentiellement de régler des questions de procédure sans se prononcer sur le fond. Pour le reste, mieux vaut adopter l'ordre suggéré par le Secrétariat.

22. M. PRANDLER (Hongrie) ne voit pas d'inconvénient à ce que la Commission, suivant la tradition établie, commence ses travaux par l'étude des rapports de la Commission du droit international (question 1). Il estime cependant qu'elle devrait, aussitôt après, passer à la question 4, qui est sans conteste la plus importante de toutes et à propos de laquelle elle dispose déjà d'une documentation complète, alors que

pour la question 3, par exemple, concernant l'assistance technique pour favoriser l'enseignement du droit international (point 86 de l'ordre du jour), le Comité consultatif qui l'étudie actuellement ne pourra sans doute pas présenter son rapport avant le 12 octobre. La Commission pourrait donc d'ores et déjà décider d'examiner les questions 1 et 4 en premier et deuxième lieu respectivement, et arrêter ultérieurement l'ordre dans lequel seront étudiées les autres. M. Prandler tient à rappeler à ce propos l'intérêt tout particulier que sa délégation porte à la question 5 touchant le développement progressif du droit international commercial international.

23. M. EL-ERIAN (République arabe unie) souhaite que la Commission, dans quelque ordre qu'elle décide d'étudier les questions qui lui ont été renvoyées, imprime à cette décision un caractère suffisamment flexible pour permettre des aménagements ultérieurs. Il semble plus important que jamais d'examiner en premier les rapports de la Commission du droit international. Dans le cadre de cet examen, la Commission devra en effet prendre une décision touchant la convocation d'une conférence internationale de plénipotentiaires chargée de conclure une convention sur le droit des traités, et plus tôt elle le fera plus de temps on aura pour les préparatifs nécessaires à une telle conférence. Le retard apporté à la traduction en russe des rapports de la Commission du droit international ne devrait pas empêcher qu'on aborde l'examen de cette question, car, outre que le texte russe doit semble-t-il être distribué incessamment, la discussion portera non pas sur le droit des traités en tant que tel mais sur des problèmes d'ordre plus général et administratif. M. El-Erian propose donc que la Commission décide de commencer par la question 1 et de procéder à des consultations sur l'ordre dans lequel seront examinées les autres.

24. M. MALITI (République-Unie de Tanzanie) estime que la Commission aurait intérêt à aborder sans plus attendre l'étude des questions dont elle compte confier l'examen détaillé à des sous-commissions spéciales. Comme, jusqu'à la création de ces organes, la discussion intéresserait essentiellement la procédure, il ne serait pas fait entorse à la tradition, et les rapports de la Commission du droit international demeureraient bien la première question de fond étudiée par la Sixième Commission. Celle-ci pourrait ensuite examiner la question 4, puis la question 3.

25. Selon M. MALLA (Népal), l'importance indiscutable de la question 4 ne doit pas amener la Commission à modifier l'ordre proposé par le Secrétariat, surtout si, comme l'a suggéré la délégation canadienne, elle fixe pour l'examen de chaque question des dates limites qu'elle observera coûte que coûte.

26. M. SY (Sénégal), inquiet du retard qu'une trop longue discussion de procédure risque de faire subir aux travaux de la Commission, appuie la proposition du représentant de la République arabe unie tendant à ce que la Commission décide d'ores et déjà de commencer par la question 1 et s'entende ensuite, au cours d'entretiens officiels, sur l'ordre dans lequel elle étudiera les autres questions. Il s'associe également à la proposition de la délégation canadienne tendant à arrêter, pour l'examen de chaque question, des dates limites analogues à celles suggérées par

le Secrétariat. Cela aboutirait à donner à la question 4 la primauté par le nombre des séances, et il serait dès lors superflu de lui accorder de surcroît la priorité dans le temps.

27. Pour M. CHULUUNBAATAR (Mongolie), puisque l'absence de la version russe empêche plusieurs délégations de discuter en connaissance de cause des rapports de la Commission du droit international, la Sixième Commission se doit d'étudier en premier la question 4, pour laquelle elle possède déjà la documentation et dont tous s'accordent à reconnaître l'importance et la difficulté.

28. M. MAVOUNGOU (Congo-Brazzaville) souligne à son tour l'importance que revêt la question 4 à une époque où le droit des gens est de moins en moins respecté et où les ingérences des Etats sur le territoire d'autrui se multiplient. Il faudrait donc que cette question soit étudiée en deuxième lieu, aussitôt après les rapports de la Commission du droit international.

29. M. MAVOUNGOU espère, d'autre part, que la Commission aura suffisamment de temps à consacrer au projet de déclaration sur le droit d'asile pour que le débat aboutisse à des mesures constructives.

30. M. KANAKARATNE (Ceylan) fait observer, lui aussi, que la discussion sur les rapports de la Commission du droit international intéressera surtout la procédure et que le retard survenu dans la distribution du texte russe de ces rapports ne devrait pas constituer un obstacle insurmontable. En outre, la perspective d'avoir à convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires pour la conclusion d'une convention sur le droit des traités confère à l'examen de cette question une urgence toute particulière.

31. Pourvu que la Commission s'engage d'avance à consacrer à chaque question tout le temps prévu, la question 4, qui occuperait 22 séances, pourrait être examinée en second sans perdre pour autant de son importance. La Commission pourrait ensuite, comme l'a suggéré la délégation tanzanienne, passer à la question 3.

32. M. ODOGWU (Nigéria) se sent peu enclin à rompre sans raison valable avec la tradition qui veut que la Sixième Commission examine en premier les rapports de la Commission du droit international. En fonction des progrès réalisés dans l'étude de cette question, la Commission pourra ensuite arrêter l'ordre des autres questions, en tenant compte à la fois de la nécessité de créer au plus tôt les sous-commissions qui pourraient être chargées d'examiner certaines d'entre elles et du danger que la question 4,

fort controversée, n'accapare, si elle est abordée trop tôt, un nombre excessif de séances.

33. M. BAHINTASI (Rwanda) ne voit pas plus que la délégation française de raison de s'écarter de l'ordre proposé par le Secrétariat.

34. M. TEJA (Inde) constate que la Commission semble s'accorder à vouloir examiner en premier la question 1. Elle aurait donc intérêt, comme l'a suggéré la délégation de la République arabe unie, à prendre d'ores et déjà une décision à cet effet.

35. Quant à l'ordre dans lequel seront étudiées les autres questions et notamment la question 4, dont l'importance est indiscutable, peut-être le Président pourra-t-il, sur la base des observations qu'auront faites les différentes délégations, présenter ultérieurement une suggestion que la délégation indienne, pour sa part, est d'avance prête à accepter.

36. M. VANDERPUYE (Ghana) appuie la proposition de la République arabe unie tendant à examiner en premier lieu la question 1. Ce faisant, il n'entend nullement minimiser la portée de la question 4; celle-ci au contraire n'est que trop importante et la Commission risque non pas de la négliger, mais de trop s'y attarder aux dépens du reste de son ordre du jour. Quelque rang que la Commission veuille assigner à la question 4 et aux autres questions, la décision pourra, en tout état de cause, être prise pendant l'examen des rapports de la Commission du droit international.

37. Le PRESIDENT constate que, si certaines divergences d'opinions subsistent, la Commission est parvenue à un accord partiel. Il propose en conséquence de décider d'ores et déjà que la première question à examiner sera celle des rapports de la Commission du droit international sur la deuxième partie de sa dix-septième session et sur sa dix-huitième session, compte tenu du fait que tel semble être le désir unanime de la Commission, que la version russe de ces rapports paraîtra sans doute à temps et que le Président de la Commission du droit international est prêt à faire la déclaration par laquelle il ouvre traditionnellement le débat.

Il en est ainsi décidé.

38. Pour ce qui est de l'ordre dans lequel les quatre autres questions seront examinées, le PRESIDENT propose de remettre la décision jusqu'à la séance suivante, lors de laquelle il compte présenter des suggestions fondées sur les consultations auxquelles il aura pu procéder entre-temps.

La séance est levée à 13 h 20.